

**Arrêté préfectoral portant  
modifications de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2011  
Société SEMMAP  
Commune de PONT-SAINT-MAXENCE**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
OFFICIER DES ARTS ET DES LETTRES

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu les actes administratifs antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1984 autorisant la société SEMMAP à exploiter, modifier et étendre les installations de son établissement de Pont-Sainte-Maxence ainsi que les arrêtés préfectoraux complémentaires du 1<sup>er</sup> mars 1988 et du 12 juillet 1989 autorisant la société SEMMAP à procéder à l'extension des installations de son établissement de Pont-Sainte-Maxence et celui du 7 mars 1990 relatif à l'exploitation de son dépôt d'engrais ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011 délivré à la société SEMMAP pour son établissement de Pont-Sainte-Maxence ;

Vu les modifications portées à la connaissance de la préfecture par la société SEMMAP concernant :

1. La demande modification de l'article 7-b sur la localisation et la tenue des découplages ;
2. La demande d'actualisation du classement ICPE par rapport à l'activité de stockages de céréales suite à la parution du décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 ;
3. La demande d'actualisation du classement ICPE suite à la réduction de l'activité engrais solides ;

Vu les courriers des 6 mai 2024 et 15 octobre 2024 ;

Vu le rapport du 27 août 2025 de l'inspection des installations classées ;

Considérant les faits suivants :

1. Le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

2. La nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
3. Il y a lieu de modifier et fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : IDENTIFICATION**

La société SEMMAP située rue du port fluvial 60700 PONT-SAINT-MAXENCE, qui est autorisée à exploiter à la même adresse ses activités, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

### **ARTICLE 2 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES**

Les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011 sont modifiées comme suit :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles	Nature des modifications
Arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011	Article 2	Remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011	Article 7 b)	Remplacé par l'article 4 du présent arrêté

### **ARTICLE 3 : DESCRIPTIF DES PRODUITS AUTORISÉS ET DES VOLUMES**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2011 est remplacé comme suit :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et notamment l'étude de dangers et ses compléments relatifs au stockage de produits organiques dégageant des poussières inflammables, sauf dispositions contraires contenues dans le présent arrêté.

Les articles des arrêtés préfectoraux visés ci-après sont abrogés :

- article 3, arrêté préfectoral du 27 décembre 1984 ;
- article 2, arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> mars 1988 ;
- article 2, arrêté préfectoral du 12 juillet 1989 ;
- article 2, arrêté du 7 mars 1990 ;

et remplacés par le tableau de classement des installations et activités suivant :

N° rubrique	Désignation des activités	A, DC, D ou NC	Capacité
<b>2160-2-a</b>	<p>Silos et installation(s) de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique n° 1532 :</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></p>	A	<p>Silo A : 37 680 m<sup>3</sup></p> <p>Silo C : 57 405 m<sup>3</sup></p> <p><b>Volume total: 95 085m<sup>3</sup></b></p>
<b>2160-1-a</b>	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique n° 1532 :</p> <p>1. Silos plats :</p> <p>a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></p>	E	<p><b>Silo B : 58 667 m<sup>3</sup></b></p>

(A) : Autorisation, (E) : Enregistrement.

La liste des produits stockés sera conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage devra être signalée et l'exploitant devra justifier que ces modifications sont compatibles avec les mesures de prévention et de protection existantes. »

#### ARTICLE 4 : DÉCOUPLAGE

L'article 7 b) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011 est remplacé comme suit :

« Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents. Les justificatifs sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Nature / résistance du découplage
<b>SILO A</b>		
Tour de travail	Fosses de réception	Paroi et 3 portes (s'ouvrant vers la zone fosse de réception ) métalliques résistants à 20 mbar
Tour de travail	Dessus des cellules	Paroi et 2 portes (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 20 mbar
Tour de travail	Galerie sous cellules	Paroi et 4 portes (s'ouvrant vers la galerie) métalliques résistants à 20 mbar
<b>SILO B</b>		
Tour de travail	Dessus des cellules	Paroi et portes (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 20 mbar
<b>SILO C</b>		
Tour de travail	Galerie sous cellules	Paroi et porte (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 54 mbar
Tour de travail	Galerie supérieure	Paroi et porte (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 56 mbar minimum
Tour de travail	Calibreur 2 <sup>ème</sup> étage	Porte métallique (s'ouvrant vers la tour) et paroi béton résistants à 54 mbar minimum
Tour de travail : Escalier de secours	Galerie inférieure	Paroi et porte (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 54 mbar minimum

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieures et supérieures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc..., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place. »

#### **ARTICLE 5 : ARRÊTÉS MINISTÉRIELS APPLICABLES AU VU DES ÉVOLUTIONS DE CLASSEMENT :**

– Arrêté du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

– Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 7 : PUBLICITÉ**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Pont-Sainte-Maxence pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le Maire de Pont-Sainte-Maxence fait connaître, par procès-verbal adressé au Préfet de l'Oise l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir : <http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>.

#### **ARTICLE 8 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Pont-Sainte-Maxence, le directeur départemental des territoires de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **20 OCT. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

  
Frédéric BOVET

#### Destinataires :

Société SEMMAP

Le Sous-préfet de Senlis

Le Maire de la commune de Pont-Sainte-Maxence

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'Inspecteur de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

